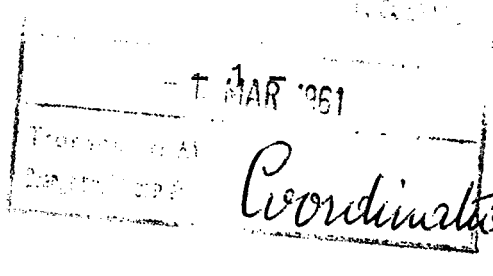
MTL.



L.7391/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques, le 16 décembre 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'article 20, 5°, de la loi hypothécaire", a donné le 18 janvier 1961 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e december 1960 door de Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 20, 5°, der hypothecaire wet", heeft de 18e januari 1961 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet :

- d'une part,d'étendre au profit du bailleur de fonds le privilège du vendeur "de machines, appareils, outillage et autre matériel d'équipement professionnel" tel qu'il est établi par la loi du 29 juillet 1957 portant modification de l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et de l'article 546 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis;
- d'autre part, d'améliorer la publicité de ce privilège.

Pour réaliser ce double objectif, le projet, à l'instar de la loi du 29 juillet 1957, modifie certains alinéas de l'article 546 de la loi sur les faillites (article 2 du projet).

I. EXTENSION DU PRIVILEGE AU BAILLEUR DE FONDS.

A. Aux termes de l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851, modifié par la loi du 29 juillet 1957, "les créances privilégiées sur certains meubles sont : ... 5° le prix d'effets mobiliers non payés s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme".

.../...

C'est le champ d'application de cette disposition, relative au privilège du vendeur d'effets mobiliers, que le Gouvernement voudrait étendre en prévoyant que dans certains cas ("s'il s'agit de machines, appareils, outillage et autre matériel d'équipement professionnel, employés dans les entreprises commerciales"), "le privilège est transféré au bailleur de fonds, dans la mesure de l'avance qu'il a faite au vendeur ou à l'acheteur en vue du paiement de tout ou partie du prix de la vente, augmenté des intérêts".

En réalité, comme le relève l'exposé des motifs, "il est inexact de considérer le privilège accordé par la loi au bailleur de fonds qui a fait l'avance du prix de la vente à l'acheteur, comme une simple extension du privilège du vendeur. Car dans ce cas, le vendeur est payé et n'a pas de privilège . C'est donc en quelque sorte un nouveau privilège qui est établi au profit du bailleur de fonds, mais l'étendue, les modalités et la durée de ce nouveau privilège sont identiques à celles du privilège du vendeur".

Il est, dès lors, juridiquement inexact de dire, comme le fait le projet, que "le privilège (du vendeur d'effets mobiliers non payés organisé par l'article 20, 5°) est transféré au bailleur de fonds, dans la mesure de l'avance qu'il a faite ... à l'acheteur en vue du paiement du prix de la vente ...".

.../...

En cas de financement par voie d'avance de fonds à l'acheteur, il ne peut être question de transférer légalement au bailleur de fonds le privilège du vendeur, puisque celui-ci n'est titulaire d'un privilège que dans la mesure où il n'a pas obtenu paiement.

Si, comme le déclare l'exposé des motifs, le projet établit "un nouveau privilège... au profit du bailleur de fonds", ce privilège doit faire l'objet d'un texte distinct de l'article 20, 5°, ce dernier ne concernant que le privilège du vendeur.

Il conviendrait, dès lors, de supprimer dans l'article 20, 5°, ce qui a trait à la vente "de machines, appareils, outillage et autre matériel d'équipement professionnel", et d'insérer à la suite du 5° ainsi allégé un 5° bis, qui organiserait à la fois le privilège du vendeur de machines et celui du bailleur de fonds, même en ce qui concerne ce dernier dans l'hypothèse où l'outillage financé ne serait pas devenu immeuble par incorporation ou par destination.

En vue d'éviter des contestations, il serait nécessaire de préciser le rang du privilège ainsi étendu au profit des bailleurs de fonds.

A cet effet le texte proposé ci-après complète l'article 23 de la loi hypothécaire.

.../...

B. En ce qui concerne le cas du financement par voie d'avance de fonds au vendeur, l'exposé des motifs révèle que la volonté du Gouvernement est de créer "en faveur du bailleur de fonds, une subrogation légale qui permet à ce dernier de bénéficier du privilège du vendeur".

Il importe de remarquer tout d'abord que cette solution ne résulte pas du texte du projet, qui se borne à prévoir que le privilège est transféré au bailleur de fonds dans la mesure de l'avance qu'il a faite au vendeur. Pour qu'il y ait subrogation légale, il faudrait que le bailleur de fonds soit subrogé, par l'effet du paiement qu'il consent au vendeur, dans la créance de celui-ci contre l'acheteur, avec tous ses accessoires. Or, ainsi que le déclare un arrêt de la Cour de cassation du 30 mars 1944 (Pas. 1944, I, 283), "la subrogation légale est de droit strict et ne peut être étendue par analogie". Il ne semble pas, dans ces conditions, qu'elle puisse être déduite d'un texte prévoyant uniquement le transfert d'un privilège.

L'institution d'une véritable subrogation légale dépasserait d'ailleurs le but du projet, qui est limité à l'octroi du privilège du vendeur au bailleur de fonds.

.../...

Comme l'indique l'exposé des motifs, le procédé le plus habituel de "financement vendeur" est celui de "l'escompte cédant" : l'acheteur accepte une traite tirée sur lui par le vendeur, et celui-ci la fait escompter par un banquier.

Dans ces conditions, il paraît opportun de rattacher le transfert du privilège du vendeur à l'endossement de la traite en disposant qu'en cas d'émission d'une traite acceptée par l'acheteur, le privilège garantit le paiement de la traite. Ainsi le bénéfice du privilège sera transmis au bailleur de fonds par la vertu de l'endossement, conformément à l'article 93, alinéa 1er, de la loi sur la lettre de change.

II. PUBLICITE DU PRIVILEGE.

A. Pour améliorer le système du privilège organisé par la loi du 29 juillet 1957, le projet prévoit le dépôt de la facture, non plus "au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel le débiteur a son domicile et, à défaut de celui-ci, sa résidence", mais "au greffe du tribunal de commerce auprès duquel le débiteur est inscrit au registre du commerce".

C'est pour ce motif, semble-t-il, que le projet réserve le privilège dont il organise la publicité au cas où "il s'agit de machines, appareils, outillage et autre matériel d'équipement professionnel, employés dans les entreprises commerciales",

.../...

alors que le texte actuellement en vigueur vise les mêmes objets "employés dans les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales".

D'après l'exposé des motifs, l'expression "entreprises commerciales" désigne "tous les commerçants au sens juridique du terme".

Il serait, dès lors, préférable de remplacer cette expression par celle, plus juridique, de "commerçants, particuliers ou sociétés" qu'emploie l'article 1er de la loi du 30 mai 1924 portant création du registre du commerce : le champ d'application du projet est, en effet, calqué sur celui de cette loi.

En limitant le privilège au matériel employé dans les entreprises commerciales, le Gouvernement a donné au projet un champ d'application plus restreint que celui de la loi du 29 juillet 1957. En effet, dans le régime actuel, les artisans n'ont pas toujours la qualité de commerçant : suivant l'article 2 du Code de commerce, modifié par la loi du 3 juillet 1956, "la prestation d'un travail principalement matériel fournie en vertu d'un contrat de louage d'industrie" ne constitue un acte de commerce que si "elle s'accompagne, même accessoirement, de la fourniture de marchandises".

D'autre part, le privilège ne s'appliquera plus aux machines employées par les entreprises industrielles lorsque celles-ci n'auront pas de caractère commercial, telles les entreprises extractives.

.../...

En ce qui concerne le cas des entreprises artisanales, l'adoption du projet du document parlementaire n° 631, n° 1 de la Chambre des Représentants, session 1959-1960, limiterait la portée de l'observation faite ci-dessus.

B. Le texte du projet prévoit "qu'en cas de pluralité d'inscriptions au registre du commerce, le dépôt doit se faire au greffe du domicile et, à défaut, à celui de la résidence du débiteur et, si ce dernier est une personne morale, à celui de son siège social".

L'exposé des motifs ne fournit pas d'explications au sujet des "cas de pluralité d'inscriptions".

Aux termes de l'article 6 de la loi du 30 mai 1924 portant création du registre du commerce, "lorsqu'un commerçant ou une société commerciale a, en Belgique, plus d'un établissement, succursale ou agence, la mention de l'immatriculation est requise dans le ressort où sont situés les établissements secondaires, succursales ou agences". Mais, dans ce cas, il n'y a qu'une immatriculation principale et l'on ne voit pas de raison pour que la publicité ne soit pas faite au greffe dans les registres duquel figure cette immatriculation principale.

Il peut toutefois y avoir plusieurs immatriculations principales au nom d'un même commerçant, lorsque celui-ci exerce, simultanément ou successivement, des activités commerciales de nature différente.

.../...

En ce cas, le domicile ou la résidence actuelle de l'acheteur ne se trouvera pas nécessairement dans l'arrondissement d'un tribunal au greffe duquel se trouve l'une de ces immatriculations principales. Il paraît, dès lors, préférable de prévoir le dépôt de la facture au greffe où a été prise l'immatriculation qui se rapporte à l'activité en vue de laquelle l'opération a été conclue.

C. Pour éviter des redites, le texte proposé ci-après regroupe les dispositions du projet relatives à la publicité du privilège, qu'il s'agisse du privilège du vendeur ou de celui du bailleur de fonds.

En cas de "financement vendeur", il ne paraît pas nécessaire d'imposer le dépôt d'un extrait de l'acte de financement et la signification de l'acte de dépôt au bailleur de fonds. Pour que le but du projet soit atteint, il suffit que, d'une part, la délivrance d'une copie de l'acte du dépôt au vendeur permette de percevoir un droit d'expédition, et que, d'autre part, les tiers puissent connaître l'existence d'un privilège grevant la chose vendue à concurrence d'une somme déterminée : il importe peu aux tiers de connaître l'idendité du créancier privilégié.

En revanche, l'extrait de l'acte de financement et la délivrance d'une copie de l'acte de dépôt au bailleur de fonds sont indispensables en cas de "financement acheteur".

.../...

En toute hypothèse, par conséquent, il est inutile d'exiger le dépôt de trois copies de la facture : deux suffisent, l'une étant conservée par le greffe et l'autre étant délivrée, revêtue de la mention de l'acte de dépôt, soit au vendeur, soit, en cas de "financement acheteur", au bailleur de fonds.

D. La réglementation technique de la publicité du privilège appelle encore les observations suivantes :

1. La formule : "greffe du tribunal de commerce auprès duquel le débiteur est inscrit au registre du commerce" devrait être remplacée par les mots : "greffe du tribunal où le débiteur a son immatriculation principale au registre du commerce".

   Le registre du commerce n'est, en effet, pas nécessairement tenu au greffe d'un tribunal de commerce (voir article 1er de la loi du 30 mai 1924).

   D'autre part, la loi portant création du registre du commerce parle d'immatriculation et non d'inscription. L'adjonction de l'épithète "principale" a été justifiée au paragraphe B ci-avant.

2. Le projet porte tantôt qu'il faut déposer "trois copies au moins, certifiées conformes par le vendeur, de la facture même non acceptée ou tout acte

.../...

constatant la vente", tantôt qu'il faut déposer "trois copies au moins de la facture ou de l'acte constatant la vente, certifiées conformes par le vendeur" (voir article 1er, alinéas 2 et 3), tantôt qu'il faut déposer "trois copies au moins, certifiées conformes par le vendeur, de la facture même non acceptée, ou de tout autre acte constatant la vente" (voir article 2, alinéa 1er).

Cette dernière formule paraît la plus précise et devrait seule être retenue.

3. Le dernier alinéa de l'article 1er du projet prévoit que le greffier signifie l'acte de dépôt au titulaire du privilège. Il résulte de l'exposé des motifs que cette signification n'a d'autre objet que de permettre la perception d'un droit de greffe destiné à éviter que des factures ne soient déposées à la légère.

Mais le projet ne permet pas au greffier, tout au moins expressément, de refuser tout dépôt de pièces qui ne serait pas accompagné du paiement de la somme nécessaire pour couvrir le droit d'expédition. Or, le dépôt suffit, suivant le projet, au maintien du privilège.

Il importe, dans ces conditions, de prévoir que le dépôt ne sera accepté que moyennant le paiement du droit d'expédition.

La signification de l'acte du dépôt au titulaire du privilège est inutile : la délivrance de la copie au déposant suffit à justifier la perception du droit d'expédition.

.../...

III. DUREE DU PRIVILEGE.

Les principes relatifs à la durée du privilège sont maintenus par le projet.

Le texte gagnerait cependant en clarté si ces principes étaient regroupés à la fin de l'article : c'est ce que réalisent les deux derniers alinéas de l'article 2 du texte proposé à la fin du présent avis.

Le projet ne modifie pas la disposition suivant laquelle "la livraison sera établie, sauf la preuve contraire, par les livres du vendeur".

Cette disposition devient insuffisante à partir du moment où l'on étend le privilège au bailleur de fonds, qui ne dispose d'aucun moyen de produire les livres du vendeur. C'est pourquoi le texte proposé ci-après accorde au bailleur de fonds la possibilité d'exiger du vendeur , à peine de dommages-intérêts, une attestation certifiant la date de livraison figurant dans ses écritures.

IV. MODIFICATION DE L'ARTICLE 546 DE LA LOI SUR LES FAILLITES.

L'article 2 du projet, à l'instar de la loi du 29 juillet 1957, reproduit, à la place des alinéas 2 et 3 de l'article 546 de la loi sur les faillites, les modifications apportées à l'article 20 de la loi hypothécaire.

.../...

Il serait plus simple que l'article 546 renvoie aux textes modifiés de la loi hypothécaire.

On pourrait, d'autre part, à l'occasion de la réforme projetée, mettre à jour l'alinéa 1er de cet article 546, qui se réfère encore à l'article 2102 du Code civil, abrogé par la loi du 16 décembre 1851.

V. INTITULE.

La loi du 29 juillet 1957 est intitulée : "loi portant modification de l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et de l'article 546 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis ... ".

Le projet pourrait reprendre le même intitulé, sauf à supprimer l'allusion au "5°" de l'article 20 de la loi hypothécaire, car, sous la forme préconisée par le présent avis, le projet comporte en outre l'insertion d'un 5°bis.

VI. TEXTE PROPOSE.

Projet de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques et de l'article 546 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis.

...

...

.../...

Article 1er.-

L'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques , modifié par la loi du 29 juillet 1957, est remplacé par les dispositions suivantes :

"5° Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur, soit qu'il ait acheté à terme ou sans terme.

Si la vente a été faite sans terme, le vendeur peut même revendiquer les objets vendus tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la revente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison et qu'ils se trouvent dans le même état que lors de la livraison.

La déchéance de l'action revendicatoire emporte également celle de l'action en résolution à l'égard des autres créanciers.

Il n'est rien innové aux lois et usages du commerce sur la revendication.

Le privilège établi par les n^{os} 4° et 5° cesse d'avoir effet si ces objets mobiliers sont devenus immeubles par destination ou par incorporation".

Article 2.-

Un numéro 5°bis rédigé comme suit, est inséré dans le même article de la même loi :

.../...

"5°bis. La créance résultant soit de la vente de machines, appareils, outillage et autre matériel d'équipement professionnel, employés par les commerçants, particuliers ou sociétés, soit des avances de fonds consenties en vue de cette opération, même si ces objets sont devenus immeubles par incorporation ou par destination.

Ce privilège garantit les sommes dues par l'acheteur, soit au vendeur en vertu de la vente, soit au bailleur de fonds en vertu du prêt consenti à l'acheteur pour le paiement de tout ou partie du prix.

Il garantit également le paiement de la lettre de change que le vendeur aurait tirée sur l'acheteur, que celui-ci aurait acceptée et dont la provision serait constituée uniquement par tout ou partie du prix de la vente.

Le privilège n'a d'effet, au profit du vendeur ou du porteur de la traite, que pour autant que, dans le mois de la livraison, deux copies, certifiées conformes par le vendeur, de la facture, même non acceptée, ou de tout autre acte constatant la vente, soient déposées au greffe du tribunal où le débiteur a son immatriculation principale au registre du commerce. Si le débiteur a plusieurs immatriculations principales, prises auprès de greffes différents, le dépôt sera effectué au greffe où a été prise l'immatriculation qui se rapporte à l'activité en vue de laquelle l'opération a été conclue.

.../...

Le privilège n'a d'effet au profit du bailleur de fonds qui a avancé tout ou partie du prix à l'acheteur, que s'il est déposé en outre un extrait de l'acte de financement mentionnant la date de cet acte, l'identité du bailleur de fonds, le montant de la créance en principal et intérêts et l'indication de la facture ou de l'acte constatant la vente auquel l'extrait se rapporte.

Le greffier n'accepte le dépôt des pièces que moyennant le paiement du droit de greffe exigible sur la délivrance d'une copie de l'acte du dépôt.

Il dresse acte du dépôt des pièces sur l'une des deux copies déposées et délivre au déposant l'autre copie, revêtue de la mention, signée par lui, de l'acte du dépôt.

Il réunit les copies qu'il conserve et les extraits d'acte de financement qui s'y rapportent en un volume et en dresse au jour le jour une table sur fiches établies par noms d'acheteurs. Sur indication préalable de l'identité de l'acheteur, le greffier est tenu de donner communication des copies et extraits à toutes les personnes qui en feront la demande.

Le privilège rendu public conformément aux alinéas précédents est maintenu pendant cinq ans à partir de la livraison, pour autant que les objets vendus soient encore en la possession du débiteur.

.../...

La livraison est établie, sauf la preuve contraire, par les livres du vendeur ou, si celui qui invoque le privilège n'est pas le vendeur, par une attestation, signée par le vendeur , certifiant la date de livraison figurant dans ses livres . Cette attestation doit être délivrée par le vendeur à peine de dommages-intérêts.

En cas de saisie immobilière pratiquée sur les objets vendus, ou de faillite du débiteur déclarée avant l'expiration de cinq années, le privilège continue à subsister jusqu'après la distribution des deniers ou la liquidation de la faillite.

Les alinéas 2, 3 et 4 du 5° sont applicables aux privilèges établis par le présent 5°bis".

Article 3.-

L'article 23 de la même loi est complété par la disposition suivante :

"Le privilège du bailleur de fonds est assimilé à celui du vendeur".

Article 4.-

L'article 546 de la loi du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Le privilège et le droit de revendication établis par l'article 20, 5°, de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques au profit du vendeur d'effets mobiliers,ainsi que le droit de résolution ne seront pas admis en cas de faillite.

La faillite ne fait pas obstacle à l'exercice du privilège institué par l'article 20, 5°bis, de la même loi".

...

... +

\+ +

Le projet doit être complété par un arrêté de présentation.

Het ontwerp heeft tot doel :

- enerzijds,de geldschieter mede in aanmerking te laten komen voor het voorrecht van de verkoper "van machines, toestellen, gereedschappen en ander bedrijfsuitrustingsmaterieel", zoals het is ingesteld bij de wet van 29 juli 1957 tot wijziging van artikel 20, 5°, van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheken en van artikel 546 van de wet van 18 april 1851 over de faillissementen, bankbreuken en uitstellen;
- anderzijds, verbetering te brengen in de openbaarheid van dit voorrecht.

Om dit tweeledig doel te bereiken, wijzigt het ontwerp, naar het voorbeeld van de wet van 29 juli 1957, bepaalde alinea's van artikel 546 van de wet op de faillissementen (artikel 2 van het ontwerp).

I. UITBREIDING VAN HET VOORRECHT TOT DE GELDSCHIETER.

A. Luidens artikel 20, 5°, van de wet van 16 december 1851, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1957, zijn "de schuldvorderingen, op bepaalde roerende goederen bevoorrecht : ... 5° de prijs van niet betaalde roerende goederen, indien zij zich nog in het bezit van de schuldenaar bevinden, onverschillig of hij ze met of zonder tijdsbepaling gekocht heeft".

.../...

Het toepassingsgebied van deze bepaling betreffende het voorrecht van de verkoper van roerende goederen dus, zou de Regering willen uitbreiden door te bepalen dat in sommige gevallen ("indien het machines, toestellen, gereedschappen en ander bedrijfsuitrustingsmaterieel betreft die in handelsondernemingen gebruikt worden"), "het voorrecht aan de geldschieter wordt overgedragen in de mate van het voorschot dat hij aan de verkoper of de koper ter betaling van de met interest verhoogde gehele of gedeeltelijke prijs van de verkoop heeft gegeven".

In feite is het onjuist, aldus de memorie van toelichting, "het bij de wet verleend voorrecht ten bate van de geldschieter, die de koper het voorschot op de verkoopprijs gegeven heeft, als een eenvoudige uitbreiding van het voorrecht van de verkoper te beschouwen. In dergelijk geval is de verkoper immers betaald en bezit hij geen voorrecht. Het gaat hier dus als het ware om een nieuw voorrecht ten bate van de geldschieter, hoewel omvang, vormvoorwaarden en duur van dit nieuw voorrecht met deze van het voorrecht van de verkoper overeenstemmen".

Het is dus juridisch onjuist, te zeggen, zoals in het ontwerp, dat "het voorrecht (van de verkoper van niet betaalde roerende goederen, ingesteld bij artikel 20, 5°) aan de geldschieter wordt overgedragen in de mate van het voorschot dat hij aan ... de koper ter betaling van de ... prijs van de verkoop heeft gegeven".

.../...

Bij financiering door geldvoorschotten aan de koper, gaat het niet op, het voorrecht van de verkoper wettelijk aan de geldschieter over te dragen, vermits deze slechts een voorrecht heeft voor zover hij geen betaling heeft ontvangen.

Indien het, zoals de memorie van toelichting zegt, in het ontwerp gaat om "een nieuw voorrecht ten bate van de geldschieter", moet dit voorrecht worden ingesteld door een andere tekst dan artikel 20, 5°, hetwelk alleen het voorrecht van de verkoper betreft.

In artikel 20, 5°, zou hetgeen betrekking heeft op de verkoop van "machines, toestellen, gereedschappen en ander bedrijfsuitrustingsmaterieel" dus moeten vervallen; na die ingekorte tekst van 5° ware een 5bis in te voegen, dat én het voorrecht van de verkoper van machines én dat van de geldschieter zou regelen, wat deze laatste betreft zelfs ingeval de gefinancierde gereedschappen niet onroerend zijn geworden door bestemming of incorporatie.

Om betwisting te voorkomen, zou de rang van het aldus ten bate van de geldschieter uitgebreide voorrecht moeten worden bepaald.

Met het oog daarop wordt in de hierna voorgestelde tekst artikel 23 van de hypotheekwet aangevuld.

B. In verband met de financiering door geldvoorschotten aan de verkoper, wijst de memorie van toelichting erop, dat de Regering "een wettelijke subrogatie ten bate van de geldschieter wil scheppen, die hem

.../...

toelaat van het voorrecht van de verkoper te genieten".

Eerst dient te worden opgemerkt, dat deze oplossing niet blijkt uit de tekst van het ontwerp, hetwelk alleen bepaalt dat het voorrecht aan de geldschieter wordt overgedragen in de mate van het voorschot dat hij aan de verkoper heeft gegeven. Opdat er wettelijke indeplaatsstelling kan zijn, moet de geldschieter, op grond van de betaling die hij aan de verkoper toestaat, in diens schuldvordering tegen de koper treden, met al haar toebehoren. Luidens een arrest van het Hof van cassatie van 30 maart 1944 (Arresten Hof van cassatie 1944, blz. 133), "is de wettelijke indeplaatsstelling van streng recht en kan zij niet bij analogie worden uitgebreid". Zij schijnt dus niet te kunnen worden afgeleid uit een tekst die alleen in de overdracht van een voorrecht voorziet.

De instelling van een werkelijke wettelijke indeplaatsstelling zou overigens het doel van het ontwerp te buiten gaan; dit doel is alleen, het voorrecht van de verkoper aan de geldschieter te verlenen.

Zoals de memorie van toelichting zegt, wordt in geval van "voorschot aan de verkoper" meestal het procédé "disconto-endossant" toegepast : de koper accepteert een wissel op hem getrokken door de verkoper, die de wissel laat verdisconteren door een bankier.

.../...

Onder die omstandigheden ware het geraden, de overdracht van het voorrecht van de verkoper te koppelen aan het endossement van de wissel, door te bepalen dat bij uitgifte van een wissel die door de koper wordt geaccepteerd, het voorrecht de betaling van de wissel waarborgt. Op die wijze gaat het genot van het voorrecht op de geldschieter over uit kracht van het endossement, overeenkomstig artikel 93, eerste lid, van de wet op de wisselbrief.

II. OPENBAARHEID VAN HET VOORRECHT.

A. Om verbetering te brengen in de bij de wet van 29 juli 1957 ingestelde voorrechtregeling, bepaalt het ontwerp, dat de factuur moet worden neergelegd, niet meer "op de griffie van de rechtbank van koophandel van het arrondissement waarin de schuldenaar zijn woonplaats of, bij gebreke hiervan, zijn verblijfplaats heeft", maar "op de griffie van de rechtbank van koophandel waarbij de schuldenaar in het handelsregister ingeschreven is".

Dit schijnt de reden te zijn waarom het ontwerp het voorrecht waarvan het de openbaarheid regelt, voorbehoudt voor het geval dat het "machines, toestellen, gereedschappen en ander bedrijfsuitrustingsmaterieel betreft die in handelsondernemingen gebruikt worden", terwijl de thans geldende tekst slaat op dezelfde voorwerpen "gebruikt in nijverheids-, handels- of ambachtsondernemingen".

.../...

Volgens de memorie van toelichting slaat de term "handelsondernemingen" op "alle handelaars in de rechtskundige betekenis van het woord".

"Handelsondernemingen" kan dan ook beter worden vervangen door de meer juridische termen "koopman, persoon of vennootschap" uit artikel 1 van de wet van 30 mei 1924 tot instelling van het handelsregister; het toepassingsgebied van het ontwerp is immers afgestemd op dat van die wet.

Door het voorrecht te beperken tot het in handelsondernemingen gebruikte materieel, heeft de Regering aan het ontwerp een enger toepassingsgebied gegeven dan dat van de wet van 29 juli 1957. In de huidige regeling zijn ambachtslieden niet altijd kooplieden : volgens artikel 2 van het Wetboek van koophandel, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1956, is "de levering van hoofdzakelijk materieel werk gedaan uit hoofde van huur van diensten" alleen dan een daad van koophandel als "zij, zelfs op bijkomstige wijze, gepaard gaat met de levering van koopwaar".

Voorts zal dit voorrecht niet meer gelden voor machines die worden gebruikt door industriële ondernemingen zonder handelskarakter, zoals extractieve bedrijven.

Wat de ambachtsondernemingen betreft, zou de draagwijdte van de zoëven gemaakte opmerking worden beperkt als het ontwerp nr 631 (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitt. 1959-1960) werd aangenomen.

.../...

B. De tekst van het ontwerp bepaalt, "dat de neerlegging, in geval van verscheidene inschrijvingen in het handelsregister, moet geschieden ter griffie van de woonplaats en, bij gebreke hiervan, van de verblijfplaats van de schuldenaar en, indien laatstvermelde een rechtspersoon is, ter griffie van zijn maatschappelijke zetel".

De memorie van toelichting geeft geen uitleg over het "geval van verscheidene inschrijvingen".

Artikel 6 van de wet van 30 mei 1924 tot instelling van het handelsregister bepaalt : "Wanneer een koopman of een handelsvennootschap in België meer dan een zaak, een filiaal of een bijkantoor heeft, wordt de vermelding der inschrijving vereist in het gebied waar de bijhuizen, filialen of bijkantoren gevestigd zijn". Maar in dat geval is er slechts een hoofdinschrijving en is er blijkbaar geen reden om de openbaarheid niet te geven op de griffie in welker registers de hoofdinschrijving voorkomt.

Er kan echter meer dan een hoofdinschrijving op naam van een zelfde handelaar zijn, indien deze gelijktijdig of achtereenvolgens handelswerkzaamheden van verschillende aard uitoefent. In dat geval zal de huidige woonplaats of verblijfplaats van de koper niet noodzakelijk gelegen zijn in het arrondissement van een rechtbank op welker griffie een van deze hoofdinschrijvingen is gedaan. Het ware dus verkieslijk te bepalen, dat de factuur moet worden neergelegd op de griffie waar de inschrijving met betrekking tot de werkzaamheid waarvoor de verrichting werd aangegaan, is genomen.

.../...

C. Om niet in herhaling te vallen, groepeert de hierna voorgestelde tekst de bepalingen van het ontwerp betreffende de openbaarheid van het voorrecht, zowel dat van de verkoper als dat van de geldschieter.

In geval van "voorschot aan de verkoper" lijkt het onnodig te eisen dat een uittreksel uit de financieringsakte neergelegd, en dat de akte van neerlegging aan de geldschieter betekend wordt. Voor het doel van het ontwerp is het voldoende, dat enerzijds, bij afgifte van een afschrift van de akte van neerlegging aan de verkoper, een recht van uitgifte kan worden geheven, en dat anderzijds derden kunnen weten dat een voorrecht de verkochte zaak tot een bepaald bedrag bezwaart; derden hebben er weinig belang bij de identiteit van de bevoorrechte schuldeiser te kennen.

Daarentegen zijn het uittreksel uit de financieringsakte en de afgifte van een afschrift van de akte van neerlegging aan de geldschieter onmisbaar in geval van "voorschot aan de koper".

Hoe dan ook, is het dus onnodig de neerlegging van drie afschriften van de factuur te eisen; twee volstaan: een ervan wordt op de griffie bewaard, het andere, waarop de vermelding van de akte van neerlegging is aangebracht, wordt afgegeven hetzij aan de verkoper, hetzij, in geval van "voorschot aan de koper", aan de geldschieter.

.../...

D. Over de technische regeling van de openbaarheid van het voorrecht is nog het volgende op te merken:

1. De formule "ter griffie van de handelsrechtbank waarbij de schuldenaar in het handelsregister ingeschreven is" vervange men door "op de griffie van de rechtbank waar de schuldenaar zijn hoofdinschrijving in het handelsregister heeft".

   Het handelsregister wordt immers niet noodzakelijk op de griffie van een rechtbank van koophandel gehouden (zie artikel 1 van de wet van 30 mei 1924).

   Bovendien gebruikt de wet tot instelling van het handelsregister in de Franse tekst het woord "immatriculation" en niet "inscription". De term "hoofdinschrijving" is verantwoord onder paragraaf B hiervoren.

2. Het ontwerp zegt nu eens, dat "ten minste drie door de verkoper voor eensluidend verklaarde afschriften van de al dan niet aanvaarde factuur of van elke akte waaruit de verkoop blijkt", dan weer dat "ten minste drie door de verkoper voor eensluidend verklaarde afschriften van de factuur of van de akte waaruit de verkoop blijkt" (zie artikel 1, tweede en derde lid), en verder nog dat "ten minste drie door de verkoper voor eensluidend verklaarde afschriften van de al dan niet aanvaarde factuur of van elke andere akte waaruit de verkoop blijkt" (zie artikel 2, eerste lid) moeten worden neergelegd.

.../...

De laatste formule lijkt de nauwkeurigste; men gebruike dan ook alleen die.

3. Het laatste lid van artikel 1 van het ontwerp bepaalt, dat de griffier de akte van neerlegging aan de houder van het voorrecht betekent. Uit de memorie van toelichting blijkt, dat deze betekening geen ander doel heeft dan de heffing van een griffierecht mogelijk te maken om lichtvaardige neerlegging van facturen te vermijden.

Maar het ontwerp machtigt de griffier niet, althans niet uitdrukkelijk, om iedere neerlegging van stukken te weigeren, indien daarbij niet het nodige bedrag wordt betaald om het recht van uitgifte te dekken. Volgens het ontwerp kan echter met de neerlegging worden volstaan opdat het voorrecht blijft bestaan.

Daarom moet worden bepaald dat de neerlegging slechts zal worden aanvaard tegen betaling van het recht van uitgifte.

Betekening van de akte van neerlegging aan de houder van het voorrecht is overbodig : met afgifte van het afschrift aan de deponent kan worden volstaan om de heffing van het recht van uitgifte te wettigen.

.../...

III. DUUR VAN HET VOORRECHT.

Het ontwerp handhaaft de beginselen betreffende de duur van het voorrecht.

De tekst zou echter aan duidelijkheid winnen, indien deze beginselen aan het slot van het artikel werden samengevat : dit is het geval in de laatste twee alinea's van artikel 2 van de tekst die achter aan dit advies wordt voorgesteld.

Het ontwerp brengt geen wijziging in de bepaling, dat "de levering wordt bewezen door de boeken van de verkoper, behoudens tegenbewijs".

Deze bepaling wordt ontoereikend zodra het voorrecht wordt uitgebreid tot de geldschieter, die over geen middelen beschikt om de boeken van de verkoper over te leggen. Daarom biedt de hierna voorgestelde tekst de geldschieter de mogelijkheid om van de verkoper, op straffe van schadevergoeding, een attest te eisen dat de in zijn boeken vermelde leveringsdatum bevestigt.

IV. WIJZIGING VAN ARTIKEL 546 VAN DE WET OP DE FAILLISSEMENTEN.

Naar het voorbeeld van de wet van 29 juli 1957 neemt artikel 2 van het ontwerp in plaats van de alinea's 2 en 3 van artikel 546 van de wet op de faillissementen, de wijzigingen over die zijn aangebracht in artikel 20 van de hypotheekwet.

.../...

Het ware eenvoudiger indien artikel 546 naar de gewijzigde teksten van de hypotheekwet verwees.

De voorgenomen hervorming is een goede gelegenheid tot het bijwerken van het eerste lid van genoemd artikel 546, dat nog verwijst naar artikel 2102 van het Burgerlijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 16 december 1851.

V.- OPSCHRIFT.

Het opschrift van de wet van 29 juli 1957 luidt : "Wet tot wijziging van artikel 20, 5°, van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheken en van artikel 546 van de wet van 18 april 1851 over de faillissementen, bankbreuken en uitstellen...".

Het ontwerp zou hetzelfde opschrift kunnen overnemen zonder de verwijzing naar "5°" van artikel 20 van de hypotheekwet, want zoals in dit advies voorgesteld, voegt het ontwerp bovendien een 5°bis in.

VI.- VOORGESTELDE TEKST.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 20 van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheken en van artikel 546 van de wet van 18 april 1851 over de faillissementen, bankbreuken en uitstellen.

...

...

Artikel 1.-

Artikel 20, 5°, van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheken, gewijzigd bij de wet van 29 juli 1957, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

" 5° De prijs van niet betaalde roerende goederen, indien zij zich nog in het bezit van de schuldenaar bevinden, onverschillig of hij ze met of zonder tijdsbepaling gekocht heeft.

Indien de verkoop zonder tijdsbepaling gedaan is, kan de verkoper de verkochte voorwerpen zelfs terugvorderen zolang zij zich in het bezit van de koper bevinden, en de wederverkoop ervan beletten, mits de terugvordering geschiedt binnen acht dagen na de levering en de voorwerpen zich nog in dezelfde staat bevinden als ten tijde van de levering.

Het verval van het recht op terugvordering brengt tevens mede het verval van de rechtsvordering tot ontbinding, ten aanzien van de overige schuldeisers.

In de wetten en gebruiken van de koophandel betreffende de terugvordering wordt niets gewijzigd.

Het voorrecht ingesteld bij de nummers 4° en 5° houdt op te gelden wanneer die roerende goederen onroerend zijn geworden door bestemming of incorporatie".

Artikel 2.-

In hetzelfde artikel van dezelfde wet wordt een nummer 5°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"5°bis. De schuldvordering, ontstaan hetzij uit de verkoop van machines, toestellen, gereedschappen en ander bedrijfsuitrustingsmaterieel, gebruikt door kooplieden, personen of vennootschappen,

.../...

hetzij uit geldvoorschotten toegestaan met het oog op die verrichting, zelfs wanneer die goederen onroerend zijn geworden door incorporatie of bestemming.

Dit voorrecht waarborgt de bedragen welke de koper verschuldigd is, hetzij aan de verkoper krachtens de verkoop, hetzij aan de geldschieter krachtens de lening aan de koper toegestaan voor de betaling van de gehele of gedeeltelijke prijs.

Het waarborgt ook de betaling van de wisselbrief, door de verkoper getrokken op de koper die hem heeft geaccepteerd, en waarvan het fonds alleen bestaat uit de gehele of gedeeltelijke verkoopprijs.

Het voorrecht heeft slechts gevolg, ten bate van de verkoper of van de houder van de wissel, voor zover twee door de verkoper eensluidend verklaarde afschriften van de al dan niet aanvaarde factuur of van enige andere akte waaruit de verkoop blijkt binnen een maand na de levering neergelegd worden op de griffie van de rechtbank waar de schuldenaar zijn hoofdinschrijving in het handelsregister heeft. Heeft de schuldenaar meer dan een hoofdinschrijving bij verscheidene griffies, dan moet de neerlegging geschieden op de griffie waar de inschrijving met betrekking tot de werkzaamheid waarvoor de verrichting werd aangegaan, is genomen.

Het voorrecht heeft slechts gevolg ten bate van de geldschieter die de gehele of gedeeltelijke prijs aan de koper heeft voorgeschoten, indien bovendien een uittreksel uit de financieringsakte wordt

.../...

neergelegd, waarin zijn vermeld de datum van die akte, de identiteit van de geldschieter, het bedrag van de schuldvordering in hoofdsom en in interest en de aanwijzing van de factuur of van de akte waaruit de verkoop blijkt en waarop het uittreksel betrekking heeft.

De griffier aanvaardt de neerlegging van de stukken alleen tegen betaling van het griffierecht voor afgifte van een afschrift van de akte van neerlegging.

Hij stelt op een van beide neergelegde afschriften een akte van neerlegging der stukken en bezorgt de deponent het andere afschrift, waarop een door hem ondertekende vermelding van de akte van neerlegging is aangebracht.

Hij verzamelt de afschriften die hij bewaart en de desbetreffende uittreksels van financieringsakten in een boekdeel en legt hiervan een dagelijks bij te houden index op steekkaarten aan volgens de namen van de kopers. De griffier is gehouden aan allen die erom verzoeken en vooraf de identiteit van de koper opgeven, inzage te verlenen van de afschriften en uittreksels.

Het overeenkomstig de vorige leden bekendgemaakte voorrecht blijft bestaan gedurende vijf jaren te rekenen van de levering, voor zover de verkochte voorwerpen zich nog in het bezit van de schuldenaar bevinden.

.../...

De levering wordt bewezen, behoudens tegenbewijs, door de boeken van de verkoper, of, indien hij die zich op het voorrecht beroept niet de verkoper is, door een door de verkoper ondertekend attest dat de in zijn boeken vermelde leveringsdatum bevestigt. De verkoper moet dit attest afgeven op straffe van schadevergoeding.

In geval van onroerend beslag op de verkochte voorwerpen, of van faillietverklaring van de schuldenaar voordat vijf jaren zijn verstreken, blijft het voorrecht bestaan tot na de verdeling van de penningen of tot na de vereffening van het faillissement.

Het tweede, het derde en het vierde lid van 5° vinden toepassing op de voorrechten ingesteld bij dit 5°bis".

Artikel 3.-

Artikel 23 van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het voorrecht van de geldschieter wordt met dat van de verkoper gelijkgesteld".

Artikel 4.-

Artikel 546 van de wet van 18 april 1851 over de faillissementen, bankbreuken en uitstellen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Het voorrecht en het recht op terugvordering bij artikel 20, 5°, van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheken ingesteld ten behoeve van de verkoper van roerende goederen, alsook het recht tot ontbinding worden in geval van faillissement niet aangenomen.

Het faillissement belet niet dat het door artikel 20, 5°bis, van dezelfde wet ingestelde voorrecht wordt uitgeoefend".

...
...

\+

\+ \+

Het ontwerp moet worden aangevuld met een indieningsbesluit.

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P.DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, / adjunct-griffier, — greffier. / griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.P.ANSIAUX, assesseur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.P.ANSIAUX, bijzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.